

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.493/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 16 octobre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution du règlement (CE) n° 1435/2003 du Conseil du 22 juillet 2003 relatif au statut de la société coopérative européenne", a donné le 13 novembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Portée du projet d'arrêté royal

Le projet d'arrêté royal a pour objet d'intégrer dans notre législation nationale un type nouveau de société commerciale : la Société coopérative européenne, telle que prévue par le règlement européen (CE) n° 1435/2003 relatif au statut de la société coopérative européenne, adopté le 22 juillet 2003 par le Conseil des ministres de l'Union européenne (ci-après : règlement 1435/2003).

La Société coopérative européenne constitue un instrument propre à favoriser et à organiser la coopération et l'intégration d'entreprises d'États membres différents. Son objet principal est selon les termes du règlement "la satisfaction des besoins et/ou le développement des activités économiques et/ou sociales de ses membres (...)" (article 1^{er}, § 3).

Compétence de l'autorité fédérale

1. En vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles,

"L'autorité fédérale est, (...), seule compétente pour :

(...)

5° le droit commercial et le droit des sociétés".

Il en résulte que le Roi est compétent pour prendre les mesures d'exécution du règlement 1435/2003 et pour adapter et compléter le Code des sociétés dans la mesure nécessaire à cet effet.

.../...

2. L'article 5 de la loi portant des dispositions diverses du 20 juillet 2006 habilite le Roi à prendre par arrêté délibéré en Conseil des ministres et jusqu'au 1^{er} décembre 2006, les mesures d'exécution du règlement 1435/2003.

Le projet d'arrêté royal qui fait l'objet du présent avis devra être confirmé par une loi au plus tard le 31 décembre 2007 sous peine d'être "sans effet" (article 6 de la loi du 20 juillet 2006, précitée).

Observations générales

1. Le projet d'arrêté royal, dans sa version française, utilise constamment, à propos de la nouvelle forme de société qu'est la Société coopérative européenne, l'abréviation "SCE" alors que selon le règlement 1435/2003, celle-ci est "SEC".

Il y a dès lors lieu d'utiliser l'abréviation officielle "SEC" et de la substituer à celle de "SCE" là où elle figure dans la version française du projet (voir notamment le premier alinéa du préambule, articles 1^{er}, 2, 3, 24...).

2. Le règlement 1435/2003 permet de constituer une SEC dont les membres ont une responsabilité limitée. Dans ce cas, la dénomination sociale de la SEC est suivie des termes "à responsabilité limitée" (article 1^{er}, paragraphe 2, alinéa 3).

Le Roi devrait distinguer, au niveau des mesures d'exécution du règlement, les cas où toutes les SEC sont visées, qu'elles soient ou non à responsabilité limitée (par exemple, l'article 1^{er} qui complète l'article 2, § 2, du Code des sociétés) et ceux où seules les SEC à responsabilité limitée sont concernées (par exemple, l'article 2 qui complète l'article 66, alinéa 2, du Code des sociétés).

3. Comme le Conseil d'État l'avait déjà indiqué à propos d'un projet devenu l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2004 portant exécution du règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne ¹, il y a lieu d'éviter de reproduire dans le droit interne des dispositions du règlement, même sans en altérer la teneur.

En effet,

"Les effets immédiats que le traité attribue (...) aux règlements s'opposent à leur réception dans l'ordre interne. Toute incorporation ou intégration dans le droit national de chaque État, sous quelque forme que ce soit, est prohibée, comme susceptible d'entraver l'application immédiate, simultanée et uniforme des règlements dans l'ensemble de la Communauté, ainsi que d'occulter leur nature proprement communautaire (...)."

C'est ainsi qu'il y a lieu de comprendre tant l'article 78, paragraphe 1^{er} du règlement 1435/2003, précité, disposant que

"Les États membres prennent toute disposition appropriée pour assurer la mise en application du présent règlement."

que l'article 5 de la loi du 20 juillet 2006 précitée, habilitant le Roi à prendre les mesures d'exécution du règlement 1435/2003.

Cette règle d'abstention du législateur belge à l'égard des dispositions du règlement qui n'ouvrent pas une option à lever est d'autant plus fondée qu'il y a un risque de reprendre imparfaitement ou partiellement la disposition du règlement.

Tel est le cas, par exemple, de l'article 995 nouveau, en projet, du Code des sociétés qui prévoit que

"Le conseil d'administration ou le conseil de direction établit un rapport expliquant et justifiant les aspects juridiques et économiques du transfert et expliquant les conséquences du transfert pour les actionnaires, les créanciers et les travailleurs".

⁽¹⁾ Avis 37.253/2, donné le 16 juin 2004, et les références citées (Moniteur belge du 9 septembre 2004).

Or, cet article 995 nouveau du Code des sociétés correspond à l'article 7, paragraphe 3, du règlement 1435/2003 qui impose un rapport dans lequel sont expliquées les conséquences du transfert non seulement pour les actionnaires, les créanciers et les travailleurs mais aussi pour "les titulaires d'autres droits". En outre, le règlement met aussi l'accent sur la nécessité d'expliciter dans le rapport "les conséquences (du transfert) en matière d'emploi".

Les auteurs du projet d'arrêté royal doivent dès lors s'en tenir strictement aux seules mesures d'exécution du règlement 1435/2003.

Observations particulières

Préambule

1. Des dispositions de droit interne qui tendent à exécuter un règlement européen ne trouvent leur fondement légal que par référence à des normes de droit interne.

Par conséquent, l'alinéa 1^{er} du préambule doit être omis car le règlement 1435/2003 qui y est visé ne constitue pas le fondement légal du projet.

Si le rappel de ce règlement est jugé utile par l'auteur du projet, il fera l'objet d'un considérant.

2. Aux alinéas 3 et 4, il convient de viser en particulier les articles qui sont modifiés par le projet à l'examen.

3. Le préambule d'un projet d'arrêté doit uniquement faire état de l'accomplissement des formalités qui ont un caractère juridiquement obligatoire. Dès lors, comme les avis visés à l'alinéa 5 ne devaient pas obligatoirement être recueillis avant d'adopter le projet, cet alinéa sera omis.

.../...

4. L'alinéa 6 sera complété par la mention de la date à laquelle l'avis visé a été donné.

Dispositif

Article 25

(livre XVI, en projet, du Code des sociétés)

Article 954, en projet, du Code des sociétés

1. Conformément à l'article 21 du règlement 1435/2003, il y a lieu, dans un souci de clarté, de rédiger le début de l'article 954 comme suit :

"Art. 954. Une société coopérative ne peut participer à la constitution d'une SEC par voie de fusion...".

2. Plutôt que de parler du Ministre de l'Économie, il y a lieu d'utiliser l'expression "le Ministre qui a l'économie dans ses attributions", ceci pour le cas où il n'y aurait plus de Ministre de l'Économie comme tel.

3. L'alinéa 3 de l'article 954, en projet, du Code des sociétés, prévoit une procédure accélérée applicable aux recours formés à l'encontre de l'opposition du Ministre ayant l'économie dans ses attributions. Il y a lieu de préciser, conformément à l'article 21 du règlement 1435/2003 qu'il s'agit de recours devant une autorité judiciaire.

Article 972, en projet, du Code des sociétés

L'article 972, alinéa 2, en projet, du Code des sociétés, prévoit que

"Les statuts énumèrent les catégories d'opérations qui donnent lieu à autorisation du conseil de direction par le conseil de surveillance. Le conseil de surveillance peut également soumettre lui-même à autorisation certaines catégories d'opérations."

.../...

Dans le rapport au Roi, il y aurait lieu de mettre cette disposition en rapport avec l'article 39, paragraphe 1, du règlement 1435/2003 qui précise que l'organe de surveillance ne peut exercer lui-même le pouvoir de gestion. Concrètement, cela signifie que le conseil de surveillance ne pourrait multiplier les opérations à soumettre préalablement à son autorisation, au risque de dénaturer la structure dualiste dont le but est d'opérer une scission très nette entre la gestion, d'une part, et le contrôle de celle-ci, d'autre part.

Article 974, en projet, du Code des sociétés

L'article 974, en projet, du Code des sociétés, dispose que les conditions de désignation et de révocation des membres du conseil de direction sont déterminées par les statuts.

Dans un souci de sécurité juridique, il y aurait lieu de prévoir, à l'instar de l'article 905 du Code des sociétés qui règle la même question à propos de la Société européenne, qu'à défaut de clause statutaire, les conditions de la désignation et de la révocation des membres du conseil de direction sont déterminées par le conseil de surveillance.

Article 976, en projet, du Code des sociétés

Dans le rapport au Roi, il y aurait lieu de faire référence non seulement à l'article 521 du Code des sociétés dont l'article 976, en projet, du Code des sociétés, constitue une application analogique, mais également à l'article 907 du Code des sociétés qui concerne la Société européenne et que l'article 976 reproduit littéralement.

Article 977, en projet, du Code des sociétés

La référence qui est faite dans le rapport au Roi à l'article 407 du Code des sociétés est inexacte. Il s'agit en réalité de l'article 522, § 1^{er}, alinéa 3, auquel il faut faire référence. Comme à propos de l'article 976, il est opportun d'établir un lien avec l'article 908 du Code des sociétés relatif à la Société européenne, dont l'article 977 est la reproduction littérale.

Article 978, en projet, du Code des sociétés

Dans le rapport au Roi, il faut se référer tant à l'article 522, § 2, du Code des sociétés qu'à l'article 909 dudit Code.

Par ailleurs, le rapport au Roi précise que

"L'article 978 concerne le cas où la société est représentée par le conseil de surveillance dans les litiges qui l'opposent aux membres du conseil de direction."

Contrairement à cette affirmation, l'article 978, en projet, du Code des sociétés, ne prévoit pas une telle représentation par le conseil de surveillance et ce, à l'inverse de ce que prévoit l'article 912, alinéa 2, in fine à propos de la Société européenne et l'article 39, paragraphe 1, du règlement 1435/2003.

Conformément à ce dernier, il y aurait lieu de rédiger l'alinéa 1^{er} de l'article 978, en projet, comme suit :

"Art. 978. Le conseil de direction représente la société à l'égard des tiers et en justice, soit en demandant, soit en défendant, sous réserve de l'application de l'article 39 (1) du règlement (CE) n° 1435/2003."

Article 983, en projet, du Code des sociétés

Il n'appartient pas au Roi sous couvert de l'habilitation conférée par l'article 5 de la loi du 20 juillet 2006, précitée, de régler une matière qui n'est pas visée par le règlement 1435/2003. Tel est le cas de l'article 983, en projet, du Code des sociétés, relatif à la rémunération des membres du conseil de direction et des membres du conseil de surveillance ².

⁽²⁾ Voir dans le même sens l'avis 37.253/2 du Conseil d'État, précité.

Article 991, en projet, du Code des sociétés

Conformément à l'article 59 (2) du règlement 1435/2003 il y a lieu de préciser à la fin des alinéas 1 et 2, que c'est la valeur la plus faible qui est chaque fois retenue.

Article 996, en projet, du Code des sociétés

En référence à l'observation générale 3, il y a lieu de supprimer à l'avant-dernier alinéa de l'article 996, en projet, du Code des sociétés, la phrase "La procédure intentée par un créancier n'a pas pour effet d'interdire la poursuite de l'opération de transfert" dans la mesure où elle constitue un ajout par rapport au règlement 1435/2003.

Article 998, en projet, du Code des sociétés

Le dernier alinéa de l'article 998, en projet, du Code des sociétés, dispose que :

"Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, la procédure accélérée applicable aux recours formés à l'encontre de l'opposition visée au présent article".

Il y a lieu de préciser conformément à l'article 7, paragraphe 14, du règlement 1435/2003 qu'il s'agit d'un recours devant une autorité judiciaire.

Par ailleurs, comme indiqué dans l'observation 2 formulée sous l'article 954, en projet, il y a lieu de remplacer "le Ministre de l'Économie" dont il est question à l'alinéa 1^{er} par "le Ministre qui a l'économie dans ses attributions".

Article 1000, en projet, du Code des sociétés

Le rapport au Roi relatif à l'article 1000, en projet, du Code des sociétés, fait référence, pour la délivrance du certificat, à l'article 8.8 du règlement 1435/2003. Il s'agit d'une erreur, l'article 8.8, précité, est inexistant; il faut le remplacer par l'article 7.8.

Article 1004, en projet, du Code des sociétés

Le dernier alinéa gagnerait en clarté en étant rédigé comme suit :

"Conformément à l'article 73, 4, du règlement (CE) n° 1435/2003, cette décision n'est pas susceptible d'exécution provisoire".

Article 1009, en projet, du Code des sociétés

Dans un souci de lisibilité, il y aurait lieu de préciser, dans le rapport au Roi, les dispositions pénales précises applicables aux sociétés coopératives auxquelles il est fait référence.

Article 26

L'article 26 prévoit une modification de l'article 948 du Code des sociétés qui concerne les dispositions pénales applicables à la Société européenne.

Compte tenu de ce que le présent projet d'arrêté royal trouve son fondement dans l'article 5 de la loi du 20 juillet 2006, précitée, qui habilite le Roi à prendre les mesures d'exécution du règlement 1435/2003, le Roi est sans pouvoir pour modifier une disposition applicable à la Société européenne.

Le Roi n'a par ailleurs plus le pouvoir de prendre, en exécution de l'article 388 de la loi-programme du 22 décembre 2003, les mesures d'exécution du règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la Société européenne.

Article 28

1. Il y a une discordance entre le texte de l'article 28 du projet d'arrêté royal et le rapport au Roi. Le premier désigne comme autorités compétentes, d'une part, les notaires de résidence en Belgique et, d'autre part, le procureur du Roi. En revanche, le rapport au Roi y ajoute les commissaires et le président du tribunal de commerce de l'arrondissement judiciaire du siège statuaire de la SEC. Le texte devrait être revu pour être conforme au rapport au Roi.

2. L'article 28 indique que

"Les autorités compétentes au sens des articles 7, § 8 ; 29, § 2 et 30, § 1^{er}, du règlement (CE) n° 1435/2003 sont les notaires de résidence en Belgique. L'autorité compétente au sens de l'article 73, § 5, du règlement précité est le procureur du Roi."

Pour répondre parfaitement au prescrit de l'article 78, paragraphe 2, du règlement 1435/2003, il y aurait lieu de préciser également l'autorité compétente au sens de l'article 21 de ce règlement, à savoir le président du tribunal de commerce.

Il conviendra donc de modifier également le Code judiciaire en conséquence ³.

⁽³⁾ Comparez avec l'article 32 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2004, précité.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.493/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 oktober 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende tenuitvoerlegging van Verordening (EG) nr. 1435/2003 van de Raad van 22 juli 2003 betreffende het statuut voor de Europese coöperatieve vennootschap", heeft op 13 november 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Draagwijdte van het ontwerp van koninklijk besluit

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe in de nationale wetgeving een nieuw type van handelsvennootschap in te voeren, te weten de Europese coöperatieve vennootschap, zoals wordt voorgeschreven bij de Europese verordening (EG) nr. 1435/2003 betreffende het statuut voor een Europese coöperatieve vennootschap, door de Raad van Ministers van de Europese Unie aangenomen op 22 juli 2003 (hierna : verordening 1435/2003).

De Europese coöperatieve vennootschap is een instrument bedoeld om de samenwerking en de integratie van ondernemingen van verschillende lidstaten te vergemakkelijken en te organiseren. Naar luid van de verordening heeft ze tot voornaamste doel "aan de behoeften van haar leden te voldoen en/of hun economische en sociale activiteiten te ontwikkelen (...)" (artikel 1, lid 3).

Bevoegdheid van de federale overheid

1. Artikel 6, § 1, VI, zesde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bepaalt :

"Bovendien is alleen de federale overheid bevoegd voor :

(...)

5° het handelsrecht en het vennootschapsrecht ".

.../...

Daaruit volgt dat de Koning bevoegd is om de maatregelen te treffen met het oog op de uitvoering van verordening 1435/2003 en om het Wetboek van Vennootschappen aan te passen en aan te vullen in zoverre daartoe nodig is.

2. Artikel 5 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen machtigt de Koning om, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, tot 1 december 2006 de maatregelen tot uitvoering van verordening 1435/2003 te treffen.

Het ontwerp van koninklijk besluit waarover dit advies wordt verstrekt, moet uiterlijk op 31 december 2007 worden bekrachtigd bij wet, daar het anders "geen gevolgen" heeft (artikel 6 van de voornoemde wet van 20 juli 2006).

Algemene opmerkingen

1. In de Franse lezing van het ontwerp van koninklijk besluit wordt in verband met de nieuwe vennootschapsvorm, te weten de Europese coöperatieve vennootschap, voortdurend de afkorting "SCE" gebruikt, terwijl ze volgens verordening 1435/2003 afgekort wordt als "SEC".

Derhalve moet de officiële afkorting "SEC" worden gebruikt en moet ze in de plaats komen van de afkorting "SCE" waar deze laatste voorkomt in de Franse tekst van het ontwerp (zie inzonderheid het eerste lid van de aanhef, de artikelen 1, 2, 3, 24 ...).

2. Verordening 1435/2003 maakt het mogelijk een SCE op te richten waarvan de leden beperkte aansprakelijkheid hebben. In dat geval wordt de handelsnaam van de SCE gevolgd door de woorden "met beperkte aansprakelijkheid" (artikel 1, lid 2, derde alinea).

De Koning dient, wat de maatregelen ter uitvoering van de verordening betreft, de gevallen te onderscheiden waarin alle SCE worden bedoeld, ongeacht of ze al dan niet met beperkte aansprakelijkheid zijn (bijvoorbeeld artikel 1, dat artikel 2, § 2, van het Wetboek van Vennootschappen aanvult) van die waarin alleen de SCE met beperkte

.../...

aansprakelijkheid bedoeld worden (bijvoorbeeld artikel 2, dat artikel 66, tweede lid, van het Wetboek van Vennootschappen aanvult).

3. Zoals de Raad van State reeds had gemeld in verband met een ontwerp dat geworden is het koninklijk besluit van 1 september 2004 houdende tenuitvoerlegging van verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap ¹, moet worden vermeden in het interne recht bepalingen van de verordening over te nemen, zelfs indien aan de strekking ervan niet wordt geraakt.

De Raad van State heeft immers op het volgende gewezen :

"... vormt de onmiddellijke werking die (...) door het Verdrag aan verordeningen wordt verleend een beletsel voor de receptie ervan in de interne rechtsorde. Elke opname of integratie in het nationale recht van elke lidstaat afzonderlijk, in welke vorm ook, is verboden, aangezien zulks de onmiddellijke, gelijktijdige en uniforme toepassing van verordeningen in de gehele Gemeenschap kan belemmeren en kan verhullen dat het eigenlijk gaat om bepalingen van Gemeenschapsrecht."

Het is in die zin dat zowel artikel 78, lid 1, van de voornoemde verordening 1435/2003 moet worden verstaan, luidende :

"De lidstaten treffen de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat deze verordening metterdaad wordt toegepast.",

als artikel 5 van de voornoemde wet van 20 juli 2006, dat de Koning machtigt om de maatregelen te treffen met het oog op de uitvoering van verordening 1435/2003.

Die regel waarbij de Belgische wetgever zich ervan onthoudt op te treden ten aanzien van de bepalingen van de verordening die geen keuzemogelijkheid doen ontstaan waarvan gebruik kan worden gemaakt, is des te meer gegrond daar het risico zich kan voordoen dat de bepaling van de verordening onvolledig of op gebrekkige wijze wordt overgenomen.

⁽¹⁾ Advies 37.253/2, verstrekt op 16 juni 2004, en de aangehaalde verwijzingen (Belgische Staatsblad van 21 september 2004).

Dat is bijvoorbeeld het geval met het ontworpen nieuwe artikel 995 van het Wetboek van Vennootschappen, luidende :

"De raad van bestuur of de directieraad, stelt een verslag op waarin de juridische en economische aspecten van de zetelverplaatsing worden toegelicht en onderbouwd en waarin de gevolgen van de verplaatsing voor de aandeelhouders, de schuldeisers en de werknemers worden toegelicht."

Dat nieuwe artikel 995 van het Wetboek van Vennootschappen stemt echter overeen met artikel 7, lid 3, van verordening 1435/2003, waarin de verplichting tot het opstellen van een verslag wordt opgelegd dat de gevolgen van de verplaatsing uiteenzet, niet alleen voor de aandeelhouders, de schuldeisers en de werknemers, maar ook voor "de houders van andere rechten". Bovendien beklemtoont de verordening de noodzaak om in het verslag "de gevolgen (van de zetelverplaatsing) voor de werkgelegenheid" toe te lichten.

De stellers van het ontwerp van koninklijk besluit moeten zich derhalve strikt houden aan de loutere maatregelen tot uitvoering van verordening 1435/2003.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De rechtsgrond van bepalingen van intern recht die ertoe strekken een Europese verordening uit te voeren kan alleen worden bepaald door verwijzing naar normen van intern recht.

Het eerste lid van de aanhef moet bijgevolg vervallen, daar de erin aangehaalde verordening 1435/2003 niet de rechtsgrond van het ontwerp vormt.

Indien de steller van het ontwerp het nuttig acht te verwijzen naar die verordening, moet zulks geschieden in de vorm van een overweging.

2. In het derde en het vierde lid moet inzonderheid worden verwezen naar de artikelen die bij het onderzochte ontwerp worden gewijzigd.

3. In de aanhef van een ontwerpbesluit moeten alleen vormvereisten worden vermeld die rechtens vervuld moeten worden. Vermits de adviezen genoemd in het vijfde lid niet hoeven te worden ingewonnen voordat het ontwerp wordt aangenomen, moet dat lid vervallen.

4. Het zesde lid moet worden aangevuld met de vermelding van de datum waarop het genoemde advies is verstrekt.

Dispositief

Artikel 25

(ontworpen boek XVI van het Wetboek van Vennootschappen)

Ontworpen artikel 954 van het Wetboek van Vennootschappen

1. Overeenkomstig artikel 21 van verordening 1435/2003 moet de inleidende zin van artikel 954 duidelijkheidshalve als volgt worden geredigeerd :

"Art. 954. Een coöperatieve vennootschap mag niet deelnemen aan de oprichting van een SCE via fusie ...".

2. Veeleer dan te verwijzen naar de Minister van Economie, dient de uitdrukking "de minister bevoegd voor Economie" te worden gebruikt, zulks ingeval er als zodanig geen Minister van Economie meer zou zijn.

3. Het ontworpen derde lid van artikel 954 van het Wetboek van Vennootschappen voorziet in een versnelde procedure voor beroepen tegen het verzet van de minister bevoegd voor Economie. Overeenkomstig artikel 21 van verordening 1435/2003 moet worden gepreciseerd dat het beroepen bij een rechterlijke autoriteit betreft.

Ontworpen artikel 972 van het Wetboek van Vennootschappen

Het ontworpen artikel 972, tweede lid, van het Wetboek van Vennootschappen bepaalt :

"De statuten sommen de categorieën handelingen op die door de directieraad aan een machtiging door de raad van toezicht moeten worden onderworpen. De raad van toezicht kan zelf ook bepaalde categorieën handelingen aan een machtiging onderwerpen."

Deze bepaling dient in het verslag aan de Koning in verband te worden gebracht met artikel 39, lid 1, van verordening 1435/2003, dat preciseert dat het toezichthoudend orgaan niet zelf de bestuursbevoegdheid over de SCE mag uitoefenen. Concreet betekent dit dat de raad van toezicht het aantal handelingen waarvoor zijn voorafgaande toestemming vereist is niet onbeperkt kan uitbreiden, daar anders het risico bestaat dat de tweeledige structuur van de regeling wordt uitgehold, die ertoe strekt een zeer duidelijk onderscheid te maken tussen de bestuursbevoegdheid enerzijds en het toezicht erop anderzijds.

Ontworpen artikel 974 van het Wetboek van Vennootschappen

Het ontworpen artikel 974 van het Wetboek van Vennootschappen bepaalt dat de voorwaarden van benoeming en ontslag van de leden van de directieraad worden bepaald door de statuten.

Met het oog op de rechtszekerheid moet naar het voorbeeld van artikel 905 van het Wetboek van Vennootschappen, dat dezelfde aangelegenheid regelt wat de Europese vennootschap betreft, worden voorgeschreven dat bij gebreke van statutaire bepalingen de voorwaarden van benoeming en ontslag van de leden van de directieraad door de raad van toezicht worden bepaald.

Ontworpen artikel 976 van het Wetboek van Vennootschappen

In het verslag aan de Koning dient niet alleen te worden verwezen naar artikel 521 van het Wetboek van Vennootschappen, waarvan het ontworpen artikel 976 van hetzelfde Wetboek een toepassing naar analogie vormt, maar ook naar artikel 907 van dat Wetboek, dat de Europese vennootschap betreft en dat letterlijk wordt overgenomen in artikel 976.

Ontworpen artikel 977 van het Wetboek van Vennootschappen

De verwijzing, in het verslag aan de Koning, naar artikel 407 van het Wetboek van Vennootschappen is onjuist. In feite moet worden verwezen naar artikel 522, § 1, derde lid. Zoals bij artikel 976 is het wenselijk een verband te leggen met artikel 908 van het Wetboek van Vennootschappen, dat de Europese vennootschap betreft en dat in artikel 977 letterlijk wordt overgenomen.

Ontworpen artikel 978 van het Wetboek van Vennootschappen

In het verslag aan de Koning moet zowel worden verwezen naar artikel 522, § 2, van het Wetboek van Vennootschappen als naar artikel 909 van datzelfde Wetboek.

Voorts staat in het verslag aan de Koning te lezen :

"Artikel 978 betreft het geval waarin de vennootschap vertegenwoordigd wordt door de raad van toezicht in geschillen tussen de vennootschap en de leden van de directieraad."

Niettegenstaande deze bewering voorziet het ontworpen artikel 978 van het Wetboek van Vennootschappen niet in een zodanige vertegenwoordiging door de raad van toezicht, zulks in tegenstelling tot wat artikel 912, tweede lid, in fine, voorschrijft met betrekking tot de Europese vennootschap, alsmede artikel 39, lid 1, van verordening 1435/2003.

Overeenkomstig het laatstgenoemde artikel dient het ontworpen artikel 978, eerste lid, als volgt te worden gesteld :

"Art. 978. De directieraad vertegenwoordigt de vennootschap tegenover derden en in rechte, als eiser of als verweerder, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 39, lid 1, van verordening (EG) nr. 1435/2003."

.../...

Ontworpen artikel 983 van het Wetboek van Vennootschappen

Het komt niet aan de Koning toe om op grond van de machtiging verleend bij artikel 5 van de voornoemde wet van 20 juli 2006 een aangelegenheid te regelen die niet wordt genoemd in verordening 1435/2003. Dit is het geval met het ontworpen artikel 983 van het Wetboek van Vennootschappen, dat de bezoldiging van de leden van de directieraad en van de leden van de raad van toezicht betreft ².

Ontworpen artikel 991 van het Wetboek van Vennootschappen

Overeenkomstig artikel 59, lid 2, van verordening 1435/2003 moet aan het eind van het eerste en het tweede lid gepreciseerd worden dat steeds het laagste getal moet worden gehanteerd.

Ontworpen artikel 996 van het Wetboek van Vennootschappen

Op basis van algemene opmerking 3 moet in het voorlaatste lid van het ontworpen artikel 996 van het Wetboek van Vennootschappen de zin "De rechtsvordering ingesteld door een schuldeiser leidt niet tot het verbieden van de voortzetting van de zetelverplaatsing" vervallen, doordat deze een toevoeging vormt vergeleken met verordening 1435/2003.

Ontworpen artikel 998 van het Wetboek van Vennootschappen

Het laatste lid van het ontworpen artikel 998 van het Wetboek van Vennootschappen bepaalt :

"De Koning bepaalt bij een in de ministerraad overlegd besluit de versnelde procedure volgens welke het recht op verzet bedoeld in dit artikel wordt uitgeoefend."

⁽²⁾ Zie, in dezelfde zin, het voornoemde advies 37.253/2 van de Raad van State.

Overeenkomstig artikel 7, lid 14, van reglement 1435/2003 moet worden gepreciseerd dat het een beroep bij een rechterlijke autoriteit betreft.

Zoals wordt aangegeven in opmerking 2 gemaakt onder het ontworpen artikel 954, moeten voorts in het eerste lid de woorden "Minister van Economie" vervangen worden door de woorden "de minister bevoegd voor Economie".

Ontworpen artikel 1000 van het Wetboek van Vennootschappen

In het verslag aan de Koning wordt met betrekking tot het ontworpen artikel 1000 van het Wetboek van Vennootschappen wat de afgifte van het attest betreft verwezen naar artikel 8.8 van verordening 1435/2003. Dit is een vergissing, daar het voornoemde artikel 8.8 niet bestaat; in werkelijkheid betreft het artikel 7.8.

Ontworpen artikel 1004 van het Wetboek van Vennootschappen

Het laatste lid zou duidelijker zijn indien het als volgt wordt gesteld :

"Overeenkomstig artikel 73, lid 4, van verordening (EG) nr. 1435/2003 is deze beslissing niet vatbaar voor voorlopige tenuitvoerlegging."

Ontworpen artikel 1009 van het Wetboek van Vennootschappen

Met het oog op de bevattelijkheid dienen in het verslag aan de Koning de precieze strafbepalingen toepasselijk op de coöperatieve vennootschappen te worden genoemd waarnaar wordt verwezen.

Artikel 26

Artikel 26 wijzigt artikel 948 van het Wetboek van Vennootschappen, dat de strafbepalingen toepasselijk op de Europese vennootschap betreft.

Aangezien het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit zijn rechtsgrond ontleent aan artikel 5 van de voornoemde wet van 20 juli 2006, dat de Koning machtigt om de maatregelen tot uitvoering van verordening 1435/2003 te treffen, is Hij niet bevoegd om een bepaling toepasselijk op de Europese vennootschap te wijzigen.

De Koning is voorts niet meer bevoegd om ter uitvoering van artikel 388 van de programmawet van 22 december 2003 de maatregelen tot uitvoering van verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap te treffen.

Artikel 28

1. Er bestaat een discrepantie tussen de tekst van artikel 28 van het ontwerp van koninklijk besluit en het verslag aan de Koning. In de eerstgenoemde tekst worden als bevoegde autoriteiten enerzijds de notarissen met standplaats in België opgegeven, en anderzijds de procureur des Konings. Het verslag aan de Koning voegt daaraan echter de commissarissen toe, en ook de voorzitter van de rechtbank van koophandel van het gerechtelijk arrondissement waarin de statutaire zetel van de SCE is gevestigd. De tekst moet aldus worden herzien dat hij in overeenstemming is met het verslag aan de Koning.

2. Artikel 28 bepaalt :

"De bevoegde autoriteiten als bedoeld in de artikelen 7, § 8; 29, § 2, en 30, § 1, van Verordening (EG) nr. 1435/2003 zijn de notarissen met standplaats in België. De bevoegde autoriteit als bedoeld in artikel 73, § 5, van voormelde Verordening is de procureur des Konings."

Om volledig in overeenstemming te zijn met het bepaalde in artikel 78, lid 2, van verordening 1453/2003, moet eveneens de autoriteit bevoegd in de zin van artikel 21 van de verordening nader worden bepaald, te weten de voorzitter van de rechtbank van koophandel.

Bijgevolg moet ook het Gerechtelijk Wetboek dienovereenkomstig worden gewijzigd ³.

⁽³⁾ Vergelijk met artikel 32 van het voornoemde koninklijk besluit van 1 september 2004.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS